



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2019-319

17/04/2019

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 16

Objet : Appel à candidatures : 16 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2^{ème} cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM) :

- 1 poste de gestionnaire d'aides au service « Productions de diversification » (catégorie B) (H/F) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 31 mai 2019.

Institut Français du Cheval et de l'Equitation :

- 1 poste d'adjoint(e) à l'écurier en chef, chargé(e) du haut niveau et de ses chemins d'accès à Saumur (49).

Date limite de candidature : 17 mai 2019.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste d'assistant(e) de direction (F/H) – (catégorie B) à Auffargis (78).

Date limite de candidature : 24 avril 2019.

- 1 poste de délégué(e) régional(e) Grand Est (F/H)(catégorie 888A) à Rozerieulles (57).

Date limite de candidature : 17 mai 2019.

- 1 poste de responsable de la gestion des procédures individuelles (F/H) (catégorie A) à Paris (75).

Date limite de candidature : 10 mai 2019.

Fonds pour l'Environnement Mondial :

- 1 poste expert forestier au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) (Catégorie A/A)

Date limite de candidature : 03 mai 2019.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :

- 1 poste de gestionnaire administratif LRUE (H/F) – (catégorie B) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 26 avril 2019.

- 1 poste d'adjoint chef d'unité UPO (H/F) – (catégorie A+) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 26 avril 2019.

- 1 poste d'épidémiologiste (H/F) (catégorie A) à Ploufragan (22).

Date limite de candidature : 26 avril 2019.

- 1 poste d'agent de laboratoire (H/F) ((catégorie C) à Maisons-Alfort (94)

Date limite de candidature : 30 avril 2019.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de directeur adjoint (F/H) (catégorie A+) à Rochefort (17).

Date limite de candidature : 27 mai 2019.

Agence française pour la biodiversité :

- 1 poste d'administrateur systèmes et réseaux (F/H) – (catégorie A/B) à Vincennes (94).

Date limite de candidature : 17 mai 2019.

Parc national des Calanques :

- 1 poste de chargé de mission construction travaux (H/F)– (catégorie A) à Marseille (13).
Date limite de candidature : 20 mai 2019.

- 1 poste de chargé(e) de mission SIG (F/H) – (catégorie A) à Marseille (13).
Date limite de candidature : 15 mai 2019.

Parc national des Cévennes :

- 1 poste de chargé de mission Valorisation des patrimoines (H/F) (catégorie A) à Florac-Trois-Rivières (48).
Date limite de candidature : 10 mai 2019.

Parc national de la Guadeloupe :

- 1 poste de le (la) chargé de mission « Ecosystèmes forestiers » (H/F) (catégorie B) à Saint-Claude (97).
Date limite de candidature : 08 mai 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX (métro St Mandé I1, I9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Gestionnaire d'aides au service « Productions de diversification »

N° du poste :	
Catégorie : B	
Cotation parcours professionnel : sans objet	Cotation part fonction RIFSEEP groupe : 2
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-Mer. Il assure des fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture d'outre-mer. Les DAAF participent à la réalisation de ses missions à travers des conventions de représentation territoriale. Les services de l'Office comprennent 41 ETPT installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ONF.
Objectifs du poste	Gestionnaires d'aides
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Gestion de la mesure « régime spécifique d'approvisionnement » et des aides à l'importation des animaux vivants du programme POSEI</p> <p>Gestion des aides RSA-IAV</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contribution à la rédaction des procédures, des circulaires et des notes ; • Instruction des dossiers de paiement des aides RSA et IAV ; • Notification du paiement des aides ; • Emission des titres de recettes et des ordres reversements ; • Contribution aux suites des contrôles ; <p>Travaux spécifiques RSA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des habilitations des opérateurs - suivi du registre ; • Délivrance « dématérialisée » des certificats d'importation RSA ; • Vérification de la régularité de la demande de certificat et des quotas ; • Délivrance des attestations de réexportation, et gestion des preuves d'arrivée à destination ; • Suivi des irrégularités douanières (PV) ; • Suivi des évolutions informatiques ; • Communications à la Commission : saisi et vérification des statistiques. <p>Suppléance possible sur la gestion d'autres dispositifs communautaires gérés par le service.</p> <ul style="list-style-type: none"> - les bénéficiaires de la mesure d'aide ; - les DAAF ;

Champ relationnel du poste	<ul style="list-style-type: none"> - les services des douanes ; - l'agence comptable de l'ODEADOM ; - le service des contrôles et suivi des audits. 	
Compétences liées au poste	<p style="text-align: center;">Savoirs</p> Maitrise des outils bureautiques de base (Excel)	<p style="text-align: center;">Savoir-faire</p> Capacité rédactionnelle Méthode et rigueur dans le traitement des dossiers
Personnes à contacter	<p>Madame Valérie Gourvennec - Chef du service Productions de diversification : 01.41.63.19.44 valerie.gourvennec@odeadom.fr</p> <p>M. Stéphane Joret : Secrétaire général : 01.41.63.19.78 stephane.joret@odeadom.fr</p>	

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation

Institut Français du Cheval et de l'Équitation – Pôle développement innovation recherche

Ecole Nationale d'Équitation – Terrefort - BP 207 – 49411 Saumur Cedex

Adjoint(e) à l'écuyer en chef, chargé(e) du haut niveau et de ses chemins d'accès

N° du poste :	
Catégorie : A	
Poste ouvert aux contractuels – CDD 1 an	
Prérequis (diplôme ou expérience) BAC+5 dans son domaine d'activités OU 5 ans d'expérience sur un poste similaire Perception du haut niveau (connaissance et pratique) : exigée	
Cotation parcours professionnel	Groupes RIFSEEP :
Cotation postes catégorie A(*) : 2	
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres. - Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.
Objectifs du poste	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place les différents diagnostics, actions et systèmes permettant l'obtention et l'explicitation de performances sportives de haut niveau. Les analyser, les objectiver et les transférer en lien avec le pôle formation professionnelle et performance sportive afin de mettre en place des démarches pédagogiques innovantes. - Assurer, avec le Pôle Formation et le Pôle Sport, le suivi et la production de documents pédagogiques (réalisation de planifications prenant en compte tous les éléments structurants de la performance, de fiches pédagogiques et techniques relatives aux différentes activités équestres, etc.). - Mettre en place des synergies entre les différents champs (loisir, compétition, tradition, formation). - Accompagner les enseignants / écuyers dans l'assimilation de principes et méthodes pouvant les amener au haut niveau.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Activités principales</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaître et maîtriser les différents champs de la performance sportive - Définir et s'assurer de la mise en œuvre des stratégies d'optimisation de la performance - Assurer les différentes missions de représentation dans les instances du MJS - Etre capable d'analyser la sociologie des événements et rendre compte - Rédiger et diffuser les différents comptes rendus et bilans sportifs - Elaborer, suivre et valider les stratégies des cavaliers - Définir les critères de répartition des moyens à fournir aux cavaliers en analysant tous

	<p>les rouages de l'accès au haut niveau</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formuler et formaliser les pratiques dans leurs singularités - Mettre en place de réelles planifications et leurs ramifications modulées en fonction de la saison - Mettre en place les différents débriefings et rendre compte - S'approprier les nouveaux outils et nouvelles techniques d'accompagnement de la performance - Produire les documents nécessaires au suivi de l'évolution des chemins d'accès à la performance en lien avec le réseau recherche de l'INSEP et tous les laboratoires investis dans ces problématiques <p>Activités annexes</p> <p>Participations représentatives lors de prestations événementielles et rendre compte Appui à la filière sur des demandes Savoir être force de proposition pour l'évolution de cette activité Savoir rendre compte et produire des documents</p>	
<p>Champ relationnel du poste</p>	<p>En interne</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agents Ifce Saumur, le Pin et Uzès - DN, DT, DS - La direction générale - Les équipes de direction PFPS / DIR - Les enseignants / écuyers - Les pôles fédéraux <p>En externe</p> <p>FFE DR et DDJS Conseils régionaux Etablissements publics</p>	
<p>Compétences liées au poste</p>	<p style="text-align: center;">Savoirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entraînement et coaching des publics sportifs - Formation des publics de la filière - Langues étrangères – Anglais - Connaissance de la filière et de ses institutions - Environnement institutionnel (- Economie de la filière - Economie des entreprises - Utilisation de logiciels - Gestion de projet - Expression écrite - Expression orale - Relations avec les partenaires de l'Ifce 	<p style="text-align: center;">Savoir-faire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etre autonome - Etre force de proposition et d'initiative - Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients - Avoir le sens de l'efficience - Savoir gérer les situations difficiles - Savoir écouter
<p>Personnes à contacter</p>	<p>Pour plus de renseignements Mme Florence MEA, Directrice Générale Adjointe de l'Ifce – Tél. : 02 41 53 50 50</p> <p>Pour envoyer votre candidature Mme Loëtitia Gérard – Tél : 05 55 73 83 08 Courriel : loetitia.gerard@ifce.fr ou drh-info@ifce.fr</p> <p>Date limite de candidature : 17 mai 2019 Date prévisionnelle de prise de poste : 1^{er} septembre 2019</p>	



La Direction de la Recherche et de l'Expertise de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE



La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité et à améliorer la représentation des personnes handicapées au sein de ses effectifs.

Assistant(e) de direction (F/H) CDD 12 mois (remplacement)

La Direction de la Recherche et de l'Expertise (DRE) réalise les études, les recherches et les expérimentations concernant la conservation, la restauration et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats. Elle coordonne les suivis patrimoniaux et assure le suivi sanitaire de la faune sauvage.

Elle développe des outils de suivi de gestions des espèces de la faune sauvage et de ses habitats en s'appuyant sur un réseau d'espaces protégés gérés et cogérés par l'ONCFS et sur des réseaux de territoires agricoles et forestiers intégrant des méthodes de gestion favorables à la faune sauvage et ses habitats, mis en place par les organisations professionnelles concernées.

L'année 2019 est mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration de l'Office français de la biodiversité (OFB), nouvel établissement reprenant les missions de l'ONCFS et l'AFB, et agréant les équipes issues des deux établissements. Les attributions de l'Assistant(e) de direction, les missions effectivement exercées, de même que sa localisation sont susceptibles d'évoluer.

Affecté(e) auprès du Directeur de la Recherche et de l'Expertise (siège), assiste et appuie ce dernier dans l'organisation quotidienne de son travail et dans l'animation et la coordination administrative et RH de la DRE, collabore avec la Directrice Adjointe, la Responsable administratif et financier et les responsables des cinq unités thématiques d'études et de recherche appliquée. Il(elle) apporte un appui à son Directeur dans la gestion de certaines missions transversales nécessitant une capacité d'analyse spécifique.

Nature de l'emploi

Poste situé à Auffargis près de Rambouillet (78) - A pourvoir à compter du 1^{er} mai 2019 - Temps plein - Catégorie B

Poste à pourvoir en contrat à durée déterminée de 12 mois dans le cadre du remplacement d'un agent.

Profil recherché

Un diplôme minimum de niveau III (BTS assistante de direction ou équivalent) est attendu.

Une expérience significative dans une fonction similaire sera appréciée.

Connaissance des principes et modes de fonctionnement, budgétaire, comptable et RH d'un établissement public.

Techniques de communication et de recherche d'informations.

Techniques de secrétariat bureautique et maîtrise des outils de gestion ; Bonne maîtrise des logiciels, Excel, Word, PowerPoint.

Notions de droit administratif et de bonnes connaissances en gestion des ressources humaines.

Maîtrise des procédures administratives et techniques de gestion.

Capacité à travailler en équipe, à distance et en réseau avec une grande diversité d'acteurs, à rendre compte, à gérer les priorités et à déléguer et à discerner les enjeux.

Bonnes capacités d'adaptation et sens des relations humaines.

Bonne expression écrite et orale et bonnes capacités d'analyse et de synthèse.

Aptitude à faire preuve de rigueur, de méthode, d'organisation, d'autonomie et d'initiative.

Grande disponibilité, persévérance, force de conviction, ténacité, anticipation.

Nombreuses relations avec des interlocuteurs divers tant en interne qu'en externe.

Règles de confidentialité à respecter

Maîtrise de l'anglais serait apprécié

Activités principales

Assurer le secrétariat du Directeur, et le cas échéant celui de son Adjointe : gérer les agendas • Préparer et organiser les réunions et déplacements et prise de note • Assurer la coordination administrative des services de la DRE • Participer à la conception de documents scientifiques ou techniques • Contribuer à l'élaboration et au suivi des documents stratégiques (contrat d'objectifs, indicateurs, rapport d'exécution, bilan social, rapport de performance) • Rédiger, mettre en forme et éditer des courriers, comptes rendus, rapports, ... • Appuyer les équipes DRE pour dupliquer, transmettre, envoyer en nombre des documents, suivre les réponses, ... • Saisir des données sous différents logiciels • Assurer l'accueil physique et téléphonique.

Assurer la gestion des missions RH de son Directeur : Assurer la coordination et le suivi des dossiers RH (dossiers des personnels, congés, décoration, avancement, mutation, formation, recettes fléchées ...) • Assurer l'ajustement éventuel et le suivi des conventions de stage • Assister, informer et conseiller les agents de la DRE sur le montage des dossiers de recrutement des agents non permanents (occasionnels, vacataires, doctorants, services civiques, contrats d'apprentissage, ...).

Assurer la gestion d'autres missions transversales de son Directeur : Contribuer au suivi des dossiers administratifs, RH et logistiques • Traiter et suivre des dossiers ponctuels et affaires réservées à caractère transversal, sensible ou confidentiel (participer aux réunions de pilotage de la DRE et ponctuellement à d'autres réunions d'autres services de la DRE. Recueillir et synthétiser des informations pour le bilan social annuel.

Conditions particulières

Déplacements possibles

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner : Mme Brigitte IWACH, Assistante de direction, au 01.30.46.54.88 ou par courriel à brigitte.iwach@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 24 avril 2019**, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, **par courriel à** : recrutement@oncfs.gouv.fr



La Direction des ressources humaines de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE



La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité et à améliorer la représentation des personnes handicapées au sein de ses effectifs.

Responsable de la gestion des procédures individuelles (F/H)

La Direction des ressources humaines (DRH) est composée d'une mission développement RH et de 4 Départements : le Département carrières-effectifs, le Département de la qualité de vie et de la santé au travail, le Département des rémunérations et celui de la formation.

La DRH gère une masse salariale de 93 M € (82% du budget de fonctionnement) pour 1471 équivalents temps plein (ETP).

L'effectif de l'ONCFS est composé essentiellement d'agents techniques de l'environnement et de techniciens de l'environnement (1100 ATE-TE pour 1700 agents) mais aussi d'agents appartenant à de nombreux corps de départements ministériels distincts ou sous statuts/positions administratives divers : fonctionnaires affectés, en détachement sur corps ou sur contrat, contractuels relevant du quasi-statut de l'environnement (décret 2016-1697), contractuels non permanents, service civique, apprentis, parcours emploi-compétences, doctorants, stagiaires-écoles, etc.

En fonction de ce statut, la DRH réalise une gestion de plein exercice ou une gestion de proximité en lien avec les deux ministères de tutelle.

L'année 2019 est mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration de l'Office français de la biodiversité (OFB), nouvel établissement né de la fusion de l'AFB et de l'ONCFS, qui verra le jour à compter du 1er janvier 2020. Ainsi, les attributions du poste et les missions effectivement exercées sont susceptibles d'évoluer.

Sous l'autorité de la cheffe du département carrières-effectifs et en lien étroit avec la responsable des procédures collectives, le/la responsable des procédures individuelles est chargé(e) de la gestion administrative de tous les agents de l'établissement (fonctionnaires et contractuels), réalisée par quatre gestionnaires de carrières.

Nature de l'emploi

Poste situé à Paris (75017) - A pourvoir à compter du 1^{er} juin 2019 - Temps plein - Catégorie A

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Un diplôme minimum de niveau I (BAC +5) et une expérience en gestion des ressources humaines en établissement public est demandée.

Très bonne connaissance du statut de la fonction publique et des statuts particuliers.

Connaissance des textes relatifs aux régimes indemnitaires.

Connaissance de l'environnement professionnel (missions et organisation du ministère) serait très appréciée.

Maitrise des outils bureautiques et des outils métiers (SIRH, ...) ainsi que des outils d'information et de communication.

Fortes capacités à hiérarchiser les priorités et à anticiper.

Aptitude à être force de proposition de solutions innovantes.

Fortes capacités à travailler en équipe

Sens aigu des relations humaines.

Sens de la pédagogie envers les donneurs d'ordre, les partenaires et les équipes.

Exigence, méthode et réactivité.

Activités principales

Organiser la planification des échéances : fins de contrats, fins de détachement et avancements.

Superviser la réalisation des échéances en harmonie avec le calendrier de paie et le rythme des procédures collectives.

Superviser la constitution des dossiers de recrutement, la production des contrats et des actes de gestion.

Déterminer la rémunération en conformité avec la réglementation.

Assurer le conseil réglementaire et technique dans l'emploi des différents statuts.

Assurer la qualité des procédures et la veille juridique dans son domaine d'attribution, en lien avec le responsable du système d'information des ressources humaines (SIRH).

Assurer la gestion des données relatives aux agents sur leur situation administrative individuelle.

Contribuer à la réalisation des enquêtes ministérielles.

Conditions particulières

Respect des règles de confidentialité

Devoir de réserve

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste.

Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

Mme Hervane ROUSSEL, Directrice adjointe des ressources humaines, au 01.44.15.17.24 ou par courriel à hervane.rousseau@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 10 mai 2019**, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr



**La Délégation Grand Est de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE**



RECRUTE

La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité et à améliorer la représentation des personnes handicapées au sein de ses effectifs.

Délégué(e) régional(e) adjoint(e) Grand Est (F/H)

La Délégation régionale (DR) Grand Est (GE), interlocutrice privilégiée des administrations territoriales, anime et coordonne les activités des services départementaux (SD) et leur apporte son appui, en déclinant le contrat d'objectifs de l'ONCFS et en mettant en œuvre les instructions internes.

Elle assure l'interface avec les Directions et représente l'établissement auprès des partenaires régionaux et départementaux.

Elle est composée d'une Déléguée régionale et d'un adjoint, d'une cellule administrative, d'une cellule technique (chargée d'actions de recueil et d'organisation de données, d'expertise, de la gestion de 3 RNCFS, et d'appui technique aux SD), de 10 SD, soit au total 130 agents. L'année 2019 est mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration de l'Office français de la biodiversité (OFB), nouvel établissement né de la fusion de l'AFB et de l'ONCFS, qui verra le jour à compter du 1er janvier 2020.

Sous l'autorité de la Délégué(e) régional(e), seconde et assiste cette dernière et la représente dans le cadre des missions qui lui sont confiées. A ce titre, il (elle) a autorité sur les agents affectés à la Délégation régionale, selon la délégation délivrée par la Déléguée régionale. Travaile en lien de coordination fonctionnelle avec les Chefs des services départementaux (SD) qui représentent la Déléguée régionale Grand Est sur chacun des départements concernés et intervient plus particulièrement dans le domaine de la police.

Nature de l'emploi

Poste susceptible d'être vacant, situé à Rozerieulles (57) à pourvoir à compter du 1^{er} septembre 2019 - Temps plein – Catégorie A

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement

Profil recherché

Une solide expérience antérieure dans les domaines concernés par le présent poste est attendue.

Une expérience professionnelle dans les métiers de l'environnement et/ou de missions de police sera appréciée.

Maîtrise du fonctionnement des institutions administratives et judiciaires régionales et départementales, très bonne connaissance du maillage institutionnel et des partenaires, et du contexte politique et institutionnel national et européen.

Connaissances du droit de l'environnement, droit pénal et procédure pénale, prérogatives des inspecteurs de l'environnement (cadre légal et déontologique).

Connaissances des médias et maîtrise des techniques de communication.

Connaissance du management public et de la gestion des ressources humaines.

Maîtrise des outils de pilotage et de reportage ainsi que des outils de communication écrite. Capacité à faire face à des situations de pression, d'urgence, de crise, de conflits, d'incertitude et à négocier et jouer un rôle de médiation avec les acteurs locaux.

Aptitude à la conduite du changement et faire preuve de capacité d'analyse, d'anticipation et de synthèse.

Aptitude à comprendre les enjeux et à adapter ses initiatives en fonction du contexte.

Aptitude à fédérer une équipe autour d'objectifs partagés et de valeur communes.

Qualités rédactionnelles et grand sens de la communication.

Conditions particulières

Poste nécessitant d'être commissionné et assermenté au titre de l'art L 172-1 du CE ou de s'engager à se former en la matière.

Poste nécessitant de fréquents déplacements sur la région et au niveau national • Dispose d'une délégation de signature

Activités principales

Assurer l'intérim de la Déléguée régionale et sa représentation dans les réunions, comité, missions Interservices de l'eau et de la nature (MISEN), auprès des partenaires et des autorités (judiciaires et préfectorales).

Assurer l'encadrement et le suivi des missions de police : contrôler et valoriser les données des outils de rapportage • Participer au rapprochement des SD de l'ONCFS et de l'AFB • Coordonner la rédaction et l'application des protocoles quadripartites • Contrôler la qualité des procédures et des procès-verbaux • Traiter d'éventuelles erreurs avec les chefs de SD • Valoriser les bonnes pratiques et les opérations de police exemplaires pour des échanges d'expérience interservices et/ou une communication externe.

Seconder la Déléguée régionale en terme d'animation territoriale, de pilotage des missions, de suivi du COP ainsi qu'en terme de coordination et de fonctionnement des SD.

Animer les réseaux de correspondants départementaux (Sécurité à la chasse, Police judiciaire, ...)

Apporter son appui en matière de gestion administrative et suivi technique pour l'évaluation, la gestion, l'organisation et la répartition des moyens.

Apporter son appui en matière d'expertise, partenariats et communication : contribuer à la politique de concertation et de partenariat avec les services de l'Etat et autres organismes • Contribuer à l'animation de la politique internationale et transfrontalière de l'ONCFS en lien avec la Direction générale et la Direction de la Police. Apporter son appui à la mise en œuvre de la stratégie de communication.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,

Mme Catherine LHOTE, Déléguée régionale Grand Est, par téléphone au 03.87.52.12.55 ou par courriel à catherine.lhote@oncfs.gouv.fr

Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 17 mai 2019**, - terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Catégorie A – A+

Poste : expert forestier au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)

(Durée 3 ans)

Attention : seules les candidatures de fonctionnaires ou de personnes contractuelles en CDI de droit public pourront être prises en compte.

Contexte organisationnel

Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) est le mécanisme financier historique des trois conventions de Rio¹ depuis environ 25 ans. Il compte 183 pays membres. Il fait partie du système des Nations-Unies. Il octroie environ un milliard de dollar US par an sous forme de subventions aux pays en développement pour les aider à mettre en œuvre ces conventions. Cet appui permet d'attirer des co-financements complémentaires importants (en moyenne, 7 fois plus que l'investissement du FEM) et de financer des projets concrets sur le terrain. Ces projets sont le plus souvent d'un montant compris entre 10 et 50 millions de dollars US. Entre 25 et 30% de cette aide va au secteur des forêts dans une approche paysage, incluant également des activités dans le secteur de l'agriculture. Le FEM est le premier bailleur de fonds multilatéral mondial des forêts sous forme de dons dans les pays en développement.

Le FEM possède un réseau de 18 agences accréditées pour l'élaboration et l'exécution des projets, parmi lesquelles la Banque Mondiale, la FAO, UNDP, UNEP, la Banque Africaine de développement, WRI, IUCN... Ces organisations ont besoin des financements du FEM pour nombre de leurs actions et travaillent en étroite collaboration avec son secrétariat.

Le FEM est aussi un des principaux acteurs multilatéraux du dialogue et de l'élaboration de l'agenda international sur les forêts : membre du Partenariat Collaboratif sur les Forêts (CPF) qui est constitué de 14 organisations internationales ayant des activités à l'échelle globale sur les forêts, il contribue ainsi aux travaux du secrétariat du Forum des Nations-Unies sur les Forêts (FNUF). A ce titre, le FEM participe notamment à la mise en œuvre du Plan Stratégique sur les forêts 2017-2030, adopté par les Nations-Unies en janvier 2017.

D'une façon générale, par sa capacité importante de financement sous forme de dons, le FEM influence les choix d'investissements de ses partenaires : les gouvernements bénéficiaires comme les organisations internationales.

À partir de juillet 2018, un nouveau cycle du FEM commencera et durera jusqu'en 2022. La reconstitution du FEM étant réalisée tous les quatre ans, il s'agira donc du 7^{ème} cycle. Le FEM-7 consacre une part prépondérante à l'usage des terres comprenant l'agriculture et les forêts, notamment au moyen de son financement traditionnel pour lutter contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la désertification, mais aussi par la biais de deux programmes spécifiques (appelés « Impact Programs ») : le premier, « Systèmes alimentaires, usages des terres et restauration » et le second, « Gestion durable des Forêts », centré sur le Bassin du Congo, l'Amazonie et les terres sèches. Ces programmes sont des approches intégrées, qui ont pour objectifs de lutter contre la

¹ Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCC), Convention pour la biodiversité (CBD), Convention de lutte contre la désertification (CLD).

dégradation des forêts et des terres en prenant en compte les diverses causes de cette dégradation ainsi que l'ensemble des dimensions de leur développement durable : sociales, économiques et environnementales.

Objectifs du poste

Sous l'autorité du Directeur des Programmes du FEM, l'expert français mis à disposition sera placé au sein de trois équipes thématiques différentes - Gestion durable des forêts, Changement Climatique et Dégradation des Terres et 3 équipes régionales – Afrique, Proche et Moyen Orient et Amérique du Sud (ce type de positionnement est permis du fait de l'organisation transversale du FEM). Ses thèmes d'intervention prioritaires seront la lutte contre la déforestation, la restauration des terres forestières et agricoles, la conservation des forêts, la valorisation des produits forestiers, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, l'inclusion des populations autochtones et la prise en compte des questions de genre.

L'expert français disposera des moyens logistiques du FEM (missions, bureau, communication).

Les objectifs du poste sont les suivants :

A. Contribuer à l'efficacité du Secrétariat du FEM à travers la participation et la mise en œuvre des priorités stratégiques contenues dans les Directives de Programmation du FEM-7 et la Stratégie 2020, comme membre d'une équipe régionale du FEM.

B. Contribuer dans le domaine des forêts au renforcement du Partenariat du FEM avec des institutions clés comme les Secrétariats des Conventions de Rio, les Gouvernements, les ONG, les communautés indigènes et le secteur privé.

C. Contribuer à la coordination et mise en œuvre effective des "Programmes d'impact" et autres programmes globaux faisant partie des Directives de Programmation du FEM-7.

D. Participer au développement de l'échange d'information et de la collaboration entre les Unités du FEM à travers la participation, autant que de besoin, aux travaux de l'Unité de la Politique, des Partenariats et des Opérations et du Bureau de la Directrice du FEM.

Compétences techniques

Les domaines d'expertise de l'expert incluront :

> Une expertise scientifique, technique et pratique pour aider les gouvernements et les agences accréditées par le FEM pour la mise en œuvre de projets de développement forestier et agricole et de l'agenda international sur les forêts ;

> Un diplôme universitaire ou équivalent avancé approprié avec une qualification en matière de sciences de l'environnement et, si possible, de gestion durable des forêts et autres thèmes liés aux écosystèmes et à leurs services ;

> Au moins 7 ans d'expérience professionnelle, y compris dans un environnement multiculturel et international ;

> Solide connaissance des questions de développement, scientifiques, techniques, sociales, d'investissement, politiques et d'autres questions relatives à la promotion de la gestion durable des forêts ;

> une excellente connaissance et exposition au régime international des forêts, du changement climatique et du commerce et aux processus et initiatives connexes, y compris les processus de négociation internationale ;

> Solide expérience nationale et internationale dans la gestion de programmes liés aux forêts. Expérience dans les pays en développement en relation avec des acteurs variés tels que des organisations internationales, des agences de développement, le secteur privé, des institutions scientifiques et techniques, des gouvernements et des ONGs ;

> Une expérience avec les organisations et institutions françaises, nationales et internationales, liées au développement forestier, telles que le MAA, le CIRAD, l'IRD, le FFEM, etc., et une bonne compréhension des politiques et opérations du FEM seraient un plus ;

> Capacité à travailler dans une équipe pluridisciplinaire et multifonctionnelle.

Conditions à remplir

> Professionnalisme: très proactif/ve et axé/e sur les résultats; capacité à examiner et réviser le travail des autres; consciencieux/se et efficace dans le respect des engagements, le respect des échéances et l'atteinte des résultats; excellente capacité analytique et conceptuelle; capacité de produire des rapports clairs et complets; capacité d'identifier et d'aborder les questions de politiques et de présenter des résultats analytiques et de prendre des décisions ;

> Communication: une excellente maîtrise de l'anglais à la fois à l'écrit et à l'oral est obligatoire, y compris la capacité de communiquer avec des personnes d'origines différentes, la connaissance du français et/ou de l'espagnol sera avantageuse ;

> Travail d'équipe: excellentes aptitudes interpersonnelles avec la capacité de travailler sous pression, capacité à diriger et obtenir la coopération des autres dans un effort d'équipe, y compris pour les activités de collecte de fonds ;

> Jugement/prise de décision: bon jugement et esprit d'initiative, imagination et débrouillardise, énergie et tact; capable d'assurer une structure de travail efficace pour maximiser la productivité et obtenir des résultats ;

> Sensibilisation technologique: capacité de se tenir au courant des développements et des technologies pertinentes applicables à la profession.

Fonctions spécifiques pour chaque objectif

A. Contribuer à l'efficacité du Secrétariat du FEM à travers la participation et la mise en œuvre des priorités stratégiques contenues dans les Directives de Programmation du FEM-7 et la Stratégie 2020, comme membre d'une équipe régionale du FEM.

- Contribuer avec les équipes régionales concernées du FEM au développement de stratégies régionales et nationales pour la mise en œuvre du FEM-7 et de ses projets liés à l'usage des terres (paysages, forêts et agriculture), notamment dans les pays d'Afrique francophone, méditerranéens et orientaux d'intérêt pour la MAA.
- Participer à l'évaluation technique et l'approbation des propositions de projet soumis au FEM, contribuant à l'élaboration et à la supervision de projets et d'activités connexes sur le terrain.
- Participer aux dialogues et activités du FEM avec les pays et circonscriptions bénéficiaires.
- Contribuer en fonction des besoins à des tâches spécifiques déterminées par le Directeur de l'Unité des Programmes.

B. Contribuer dans le domaine des forêts au renforcement du Partenariat du FEM avec

des institutions clés comme les Secrétariats des Conventions de Rio, les Gouvernements, les ONG, les communautés indigènes et le secteur privé.

- Contribuer à la bonne coordination et à l'engagement du FEM dans les réunions liées aux Conventions de Rio (incluant les COPs) et à l'agenda du développement 2030.
- Participer à l'élaboration de documents d'information et de travail dans le cadre des Conventions de Rio et sous l'autorité du Coordonnateur pour les Accords Multilatéraux sur l'Environnement.
- Aider les pays bénéficiaires à mettre en œuvre leurs engagements internationaux tels que ceux pris dans le cadre des Conventions de Rio, de la Déclaration de New York sur les forêts et du « Bonn Challenge ».
- Participer aux réunions et travaux du FEM à l'échelle mondiale sur le développement forestier, notamment dans le cadre du Partenariat de Collaboration sur les Forêts (CPF en Anglais) et du Forum des Nations Unies sur les Forêts. Cette action inclut une participation active au dialogue international sur les forêts, en particulier à l'occasion des principaux événements mondiaux sur les forêts, le changement climatique et la désertification et peut comprendre la présentation des travaux du FEM dans le cadre de colloques, réunions, conférences et autres manifestations, visant à fournir une contribution à la direction du FEM sur les sujets liés au portefeuille de travail.
- Assurer la liaison avec les organisations partenaires (CPF, Banque mondiale, FAO, CIFOR, FNUF, etc.) et entretenir des relations de partenariat et des réseaux.
- Faciliter la relation et le développement de synergies avec le Ministère français de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) en contribuant à promouvoir l'expertise française dans les activités du FEM (AFD, FFEM, ONG françaises, etc.) ; en maintenant des échanges réguliers avec le MAA (incluant des visites à Paris) pour informer sur les activités du FEM, favoriser les synergies et assurer une liaison entre le MAA et le FEM et ; en participant, en fonction des besoins et possibilités, à des événements d'intérêt pour le MAA.
- Promouvoir le développement des relations entre les partenaires du FEM et les activités stratégiques de la France sur les forêts comme l'initiative sur les forêts d'Afrique Centrale (CAFI) et les Déclarations d'Amsterdam.

C. Contribuer à la coordination et mise en œuvre effective des "Programmes d'impact" et autres programmes globaux faisant partie des Directives de Programmation du FEM-7.

- Sous l'autorité du Chef des Programmes, participer à la coordination et au développement stratégique de programmes clés avec les partenaires du FEM, tels que ceux développés dans le cadre du CPF.
- Assurer le développement de propositions solides dans les domaines des forêts pour le Programme de Travail soumis à la Directrice et au Conseil du FEM pour validation.
- Sous l'autorité du Chef des Programmes, assurer la coordination et/ou participer à la mise en œuvre effective de programmes spécifiques tels que l'initiative « 4 pour mille » et de son développement international, « The Restoration Initiative » contribuant à la réalisation des objectifs du « Bonn Challenge » ou encore « Good Growth Partnership » qui vise à éliminer la déforestation des chaînes d'approvisionnement de matières premières agricoles.

D. Participer au développement de l'échange d'information et de la collaboration entre les Unités du FEM à travers la participation, autant que de besoin, aux travaux de l'Unité de la Politique, des Partenariats et des Opérations et du Bureau de la Directrice du FEM.

- Participer à l'échange d'information sur le déploiement des programmes globaux

et Programmes d'Impact du FEM liés aux forêts. Contribuer aux activités de sensibilisation et de publication.

- Contribuer aux analyses du portefeuille de projets sur les leçons tirées des projets forestiers en matière de bénéfices environnementaux globaux (atténuation du et adaptation au changement climatique, conservation de la biodiversité et lutte contre la dégradation des terres).
- Conceptualiser les travaux d'analyse sur le rôle des forêts productives dans la croissance verte inclusive et l'atténuation/adaptation des changements climatiques.
- Participer au développement de l'information sur internet relative aux projets du FEM et à leurs principaux résultats dans le secteur des forêts.
- En fonction des besoins, participer à ou conduire des tâches spécifiques inter-Unités.

Durée de la mise à disposition : 3 ans, renouvelable 2 fois un an

Personnes à contacter :

- [Héloïse Pestel](mailto:heloise.pestel@agriculture.gouv.fr) : heloise.pestel@agriculture.gouv.fr
- [Nathalie Guesdon](mailto:nathalie.guesdon@agriculture.gouv.fr) : nathalie.guesdon@agriculture.gouv.fr
- [Catherine Rivoal](mailto:catherine.rivoal@agriculture.gouv.fr) : catherine.rivoal@agriculture.gouv.fr

Les dossiers de candidature (CV et lettre de motivation) doivent être adressés avant le 30 avril 2019 par courriel aux personnes ci-dessus et/ou courrier au Ministère de l'agriculture et de l'Alimentation, DGPE – Service des échanges internationaux - 3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07SP.

Poste à pourvoir	Gestionnaire administratif de Laboratoires de référence de l'Union européenne pour la fièvre aphteuse (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public (3 ans)
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Laboratoire de Santé Animale, UMR1161 de Virologie, Equipe BioPic

Missions / contexte L'Unité Mixte de Recherche (UMR) 1161 « Virologie » du Laboratoire de Santé Animale est une unité sous tutelles INRA, ANSES et ENVA située sur le campus de l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort à Maisons-Alfort. L'équipe biologie des Picornavirus (BioPic) de l'unité de virologie est en charge des activités relatives aux mandats de Laboratoire National de référence, Laboratoire OIE de référence, Centre de Référence FAO et Laboratoire de Référence de l'Union Européenne pour la fièvre aphteuse. Dans le cadre de ce dernier mandat elle mène des travaux scientifiques et techniques de laboratoire, anime des réseaux scientifiques constitués par les représentants des laboratoires nationaux de référence (LNR) des différents pays européens, et assure un appui scientifique et technique à la Direction Générale Santé et Sécurité alimentaire (DG SANTE) de la Commission européenne. Elle organise des essais inter laboratoires et organise un séminaire annuel pour les LNRs européens. Des sessions de formation au diagnostic de la FA sont également dispensées par l'équipe aux techniciens d'autres laboratoires au niveau européen et international en cas de besoin. Les membres de l'équipe participent régulièrement, à la demande de l'OIE, FAO, UE ou DGAL, à des missions de formation et/ou d'expertise. Ils sont également amenés à participer en tant qu'experts à des ateliers et des réunions sur la fièvre aphteuse. Les activités de diagnostic sont conduites sous assurance qualité et accréditée ISO17025 par le Cofrac..

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'équipe BioPic est en charge de mandats de référence pour la fièvre aphteuse, la maladie vésiculeuse du porc et la stomatite vésiculeuse. Dans le cadre de la fièvre aphteuse, l'équipe assure les mandats de Laboratoire national de référence, Laboratoire OIE de référence, Centre collaborateur FAO et Laboratoire de référence de l'UE. Sous la responsabilité du directeur du LRUE, la personne recrutée aura pour mission principale d'assister le directeur dans la gestion administrative du LRUE Fièvre aphteuse.

Activités

L'agent recruté aura pour principale mission d'assurer auprès des responsables scientifiques concernés la gestion et la rédaction des actes administratifs ou de gestion courante, dans le respect des règles et des procédures applicables à un établissement public administratif et aux subventions européennes.

Activités principales :

- Gérer et instruire les dossiers relatifs aux conventions avec la DG SANTE :
 - Participer à l'élaboration annuelle ou pluriannuelle des budgets du LRUE fièvre aphteuse, donnant lieu à des subventions de la DG SANTE ;
 - Mettre en œuvre le suivi financier (éligibilité des dépenses, niveau de consommation des subventions, reporting) ;
 - Etablir les rapports financiers et recueillir les pièces nécessaires ;
 - Produire les éléments d'informations demandés par la DG SANTE.
- Organiser les ateliers européens annuels :
 - Organiser la logistique (réservations, convocation des participants, ...) ;
 - Présenter, diffuser et expliquer les règles d'éligibilité des dépenses auprès des participants ;
 - Accueillir les participants et assurer le bon déroulement des ateliers ;
 - Collecter et vérifier les pièces justificatives de frais de déplacements des participants en vue de leur remboursement ;
 - Réaliser et suivre les bons de commande de fonctionnement et d'investissement ;
 - Effectuer les demandes de paiement ;
- Participer à la gestion de la documentation qualité
- Gérer et suivre les demandes de mission
- Organiser la logistique pour l'accueil des stagiaires et suivre leur remboursement si besoin
- Assurer la gestion administrative pour l'organisation des essais inter laboratoire
- Participer aux actions de communication :
 - Contribuer à mettre à jour les sites internet du LRUE.

Conditions particulières

Aucune

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum Bac - Bac +2/+3 (BTS gestion administrative)

Expériences similaires : Expérience souhaitée dans le domaine de la gestion de conventions européennes

Compétences

- Anglais lu, écrit et parlé de bon niveau
- Utilisation des logiciels bureautiques (en particulier EXCEL) et d'une suite logicielle administrative spécifique
- Aptitudes relationnelles
- Travail en équipe
- Capacité d'adaptation et de réactivité.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 avril 2019

Renseignements sur le poste : : labib.bakkali-kassimi@anses.fr, Tel 0149771317

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-041 à :** recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Adjoint au chef de l'Unité Phytopharmacovigilance et Observatoire des résidus de pesticides (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité Phytopharmacovigilance et observatoire des résidus de pesticides (UPO)

Missions / contexte La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'Anses met en œuvre le dispositif de phytopharmacovigilance dont l'objectif est d'assurer la surveillance des effets indésirables des produits phytopharmaceutiques sur l'Homme, les animaux d'élevage, les plantes cultivées, la biodiversité, la faune sauvage, l'eau et le sol, la qualité de l'air et les aliments, ainsi que l'apparition de résistances à ces produits. La phytopharmacovigilance repose sur trois activités complémentaires de recueil de données et de production de connaissances : l'animation d'un réseau d'organismes de surveillance ou de vigilance, des études ad hoc, et l'analyse des signalements reçus directement ou via le réseau.

Cette mission est venue renforcer et compléter celle de l'Observatoire des résidus de pesticides consacrée à la surveillance des milieux (eau, air, alimentation) pour l'ensemble des pesticides y compris sous forme biocides ou antiparasitaires à usage vétérinaire. L'UPO est l'unité en charge de ces deux grandes missions : Observatoire des résidus de pesticides et Phytopharmacovigilance (PPV).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions Sous la responsabilité du chef d'unité, l'adjoint apporte son appui au management des ressources humaines de l'équipe de 12 scientifiques (agronomes, statisticiens, épidémiologistes, biologistes...) et au pilotage de la production scientifique en cohérence avec les orientations de la direction de l'évaluation des risques (DER) et le programme de travail de l'Agence. Dans un champ d'activités défini avec le chef d'unité, il prend en charge par délégation un certain nombre de dossiers et d'activités.

- Activités**
- **Apporter un appui au chef d'unité au management de son équipe et à la gestion des ressources affectées aux missions de son unité :**
 - Pour la production d'ensemble de l'équipe au regard des missions de l'unité, des orientations de la DER, et du programme de travail de l'Agence,
 - Pour fournir à la direction de la DER des moyens d'orienter ses choix en assurant un reporting adapté,
 - Pour définir le contenu des missions, l'évaluation des agents de l'unité, le recrutement et la définition des besoins en formation de l'équipe
 - Pour la gestion des moyens alloués pour la réalisation des missions, en accord avec les politiques de l'Anses
 - **Dans le champ d'activités défini avec le chef d'unité, s'assurer de la qualité et de la pertinence des travaux de l'unité :**
 - Garantir la rigueur de la production de l'unité et veiller aux méthodologies mises en œuvre,
 - Animer la réflexion scientifique dans son cœur de métier en participant à la définition et à l'évolution du programme de travail de l'agence,
 - Rendre intelligibles les résultats des travaux afin de faciliter la prise de décision par la DER, les autres entités de l'agence et les commanditaires ou ministères concernés,
 - Veiller au respect des plannings et des délais des missions confiées à l'unité.
 - **Dans le champ d'activités défini avec le chef d'unité, assurer des fonctions de représentation institutionnelle :**
 - Assurer les relations avec les parties prenantes (notamment dans le cadre du comité de dialogue de la PPV)
 - Représenter l'Agence à l'extérieur, dans son champ de compétences,
 - Sur le champ de mission de l'unité, remplacer, à leur demande, le directeur de la DER ou de ses adjoints dans des missions de représentation de l'agence
 - Favoriser les coopérations par l'animation du réseau structuré de la PPV.

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 minimum, Doctorat en sciences (épidémiologie, statistiques, biologie, chimie, écotoxicologie), doctorat vétérinaire, ou diplôme d'ingénieur (agronomie, chimie, ...).

Expériences similaires

- Expérience confirmée (plus de 5 ans) en évaluation ou gestion des risques sanitaires dans les domaines de l'alimentation, de l'environnement et/ou du travail.
- Expérience significative dans au moins un des domaines scientifiques suivants : épidémiologie, modélisation, statistique, expologie, écotoxicologie, appréciation quantitative des risques.
- Expérience appréciée dans le domaine des produits pesticides (santé humaine, animale ou environnement)
- Expérience appréciée en management fonctionnel et/ou en management hiérarchique
- Expérience appréciée de pilotage ou contribution à un dispositif de surveillance et vigilance sanitaires

Compétences

- Connaissance du cadre réglementaire en matière d'évaluation du risque sanitaire
- Connaissance du fonctionnement des institutions françaises, européennes et internationales, dans le secteur de la gestion du risque sanitaire et de la santé publique
- Connaissances opérationnelles ou approfondies en évaluation de risques et/ou en méthodes de surveillance des risques
- Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets
- Fortes capacités d'interface institutionnelle et de pilotage de projets transversaux
- Capacités d'écoute, fortes aptitudes au travail en équipe et au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires
- Fortes aptitudes à la communication orale et écrite
- Fortes capacités d'analyse et de synthèse
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 avril 2019

Renseignements sur le poste : Ohri YAMADA, chef d'unité

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-042 à : recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Epidémiologiste (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation
Localisation	Ploufragan (22)
Prise de fonction	Juin 2019
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Unité Epidémiologie, Santé et Bien Etre (EPISABE)
Laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort

Missions / contexte

L'unité EPISABE oriente ses activités de recherche vers l'acquisition de connaissances destinées à la compréhension et la gestion des dangers sanitaires catégorisés ou non, dans les filières animales essentiellement avicoles, porcine et cunicole, de même que sur les dangers zoonotiques au sein de ces filières, les pratiques d'usage des antibiotiques en relation avec l'émergence de résistances et l'amélioration du bien-être animal. L'unité contribue à la surveillance des maladies réglementées ou pénalisantes pour les filières étudiées. Des travaux de recherche portent aussi sur le développement d'outils et de méthodes (statistiques, modélisation) adaptés aux besoins spécifiques des thématiques traitées. L'unité compte onze scientifiques, cinq techniciens, un doctorant et un contractuel.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le scientifique recruté participera, au sein d'une équipe dédiée, aux activités de recherche et d'appui scientifique et technique sur l'influenza aviaire. Il sera en charge du montage et de la conduite de projets de recherche en lien avec cette thématique.

Il assurera le suivi et l'analyse des données produites dans le cadre de la surveillance et contribuera à la réflexion sur l'évolution du dispositif de surveillance au niveau national. Il conduira dans ce cadre des travaux de recherche en épidémiologie descriptive, analytique et modélisation en lien étroit avec les autres scientifiques épidémiologistes et modélisateurs de l'unité.

Dans ce contexte, le scientifique recruté aura pour mission de développer des approches quantitatives spatialisées et en collaboration avec les équipes de virologie concernées, de prise en compte de données phylogéniques dans l'analyse des processus de propagation des virus influenza aviaires.

Ce poste présente par ailleurs une composante opérationnelle forte et un lien étroit avec les tutelles et autres acteurs des filières avicoles, les travaux réalisés devant permettre de faire évoluer les pratiques en produisant des résultats utiles pour la filière.

Le titulaire du poste contribuera également l'expertise via la participation à des GT Anses et/ou EFSA en lien avec son domaine de recherche.

Le scientifique pourra être amené à travailler sur d'autres problématiques épidémiologiques traitées dans l'unité (autres maladies, autres espèces) et sur les autres activités d'intérêt général de l'unité.

A ce titre l'agent devra :

Activités

- Assurer le montage et la conduite de projets de recherche au niveau national et international
- Etre en relations avec les parties prenantes (professionnels, DGAI, laboratoires, éleveurs)
- Réaliser des activités en élevages, enquêtes terrain et expérimentation animale
- Co animer l'équipe dédiée
- Faire l'exploitation statistique des résultats obtenus
- Effectuer la veille bibliographique
- Valoriser les résultats : rédaction d'articles scientifiques et restitutions orale ou sous forme affichée dans le cadre de réunions et de congrès

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- Habilitation à l'expérimentation animale de niveau 1

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Vétérinaire, ingénieur agro ou scientifique, le candidat devra posséder une formation de niveau bac + 5 souhaité en épidémiologie, assortie d'une thèse (3^{ème} cycle) ou d'une expérience dans le domaine de 3 ans minimum. Minimum bac+3

Expériences similaires

- Expérience requise dans le domaine de l'épidémiologie animale (collecte et traitement des données)
- Expérience en élevage nécessaire, en aviculture serait un plus
- Expérience dans le domaine de l'influenza aviaire serait un plus

Compétences

- Compétences en épidémiologie et traitement statistiques des données
- Maîtrise de l'épidémiologie descriptive et analytique, des approches quantitatives associées
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Aptitude au travail sur le terrain, avec des éleveurs et les acteurs locaux
- Compréhension des enjeux et capacité de discussion avec les porteurs d'intérêts, les tutelles et les partenaires
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique
- Maîtrise du logiciel R
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Bonne connaissance et si possible formation acquise en expérimentation animale

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 avril 2019

Renseignements sur le poste : Nicolas ROSE (chef d'unité EPISABE nicolas.rose@anses.fr - 02 96 01 64 41)
ou Sophie LE BOUQUIN (chef d'unité adjointe sophie.lebouquin-leneveu@anses.fr - 02 96 01 62 56)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-043 à :**
recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Agent de laboratoire (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 4 ou agent titulaire de catégorie C
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de santé animale
Unité des Zoonoses bactériennes-équipe -Appui Technique et Maintenance(ATM)

Missions / contexte

L'unité d'accueil (25 personnes) s'intéresse aux infections bactériennes multi-espèces ayant une incidence sur la santé publique humaine. L'étude de la circulation et de la diversité microbienne est particulièrement importante pour ces zoonoses (Brucellose, Charbon, Chlamydie, Mélioïdose, Morve, Mycobactérioses, Tularémie). L'unité participe au réseau de surveillance du territoire national en matière d'émergence de bactéries zoonotiques.

L'équipe composée de 4 personnes ATM (Appui Technique et Maintenance) est au cœur du fonctionnement de l'unité, elle apporte un soutien important aux techniciens, et scientifiques dans leurs activités de référence et de recherche.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions Sous l'autorité du chef d'unité et en lien étroit avec le responsable d'équipe, l'agent de laboratoire réalisera des tâches élémentaires de manipulation dans le respect de la réglementation, des règles d'hygiène et sécurité. La personne recrutée apportera également un appui technique auprès des équipes

Activités Les principales activités sont menées en appui à l'ensemble des équipes techniques et scientifiques de l'unité :
A ce titre, il devra :

- Enregistrer des prélèvements
- Préparer des milieux de cultures et solutions
- Etre en appui technique auprès des équipes
- Gérer les commandes internes, les stocks, les déchets, de la Laverie
- Effectuer des opérations de métrologie
- Nettoyer et entretenir le matériel et les locaux
- Archiver

Conditions particulières

L'activité s'exerce dans un laboratoire de recherche (Unité des zoonoses bactériennes), avec plusieurs plateaux techniques dont une zone confiée de niveau 3. Les activités nécessitent une période de formation liée aux contraintes de biosécurité, un travail en zone confinée et le port régulier de charges.

L'état de santé devra être compatible avec le port d'équipement de protection individuelle (combinaison, masque type FFP2, gants, sur-chaussures, charlotte) pour un travail en laboratoire de niveau de sécurité 3 (absences d'allergies connues ou résistances aux antibiotiques).

La manipulation potentielle de produits dangereux nécessite un respect strict des procédures.

Le travail en milieu confiné sera accordé après un suivi médical spécifique.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : CAP Employé technique de laboratoire, BEPA travaux de laboratoire, Bac professionnel biotechnologies ou bac Sciences et Techniques de laboratoire ou autres diplômes équivalents dans le domaine de l'entretien de laboratoire et des bonnes pratiques en hygiène.

Expériences similaires

- Expérience professionnelle souhaitée en laboratoire
- Expérience appréciée dans le domaine de l'infectiologie

Compétences

- Apprécier le travail en équipe, pour s'intégrer au sein d'une unité de 25 personnes
- Connaître et savoir appliquer en situation de travail, les règles d'hygiène et de sécurité du domaine ainsi que les bonnes pratiques de laboratoire.
- Respecter les procédures internes et normes en vigueur
- Etre organisé, soigneux, rigoureux(se) et dynamique,
- Capacité à anticiper et mobiliser
- Avoir des connaissances élémentaires en mathématiques, chimie, biologie.
- Savoir utiliser le matériel de laboratoire (stérilisation sèche et humide ; appareils de mesures physico-chimiques (ph, conductivité et turbidité).
- Savoir réaliser des opérations de métrologie (vérifications des balances, des pipettes et cartographie d'enceintes thermostatées)
- Comprendre les prescriptions pour mettre en œuvre les procédures adaptées
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)
- Respecter les consignes

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 30 avril 2019

Renseignements sur le poste : Claire Ponsart, cheffe de l'Unité des Zoonoses Bactériennes - claire.ponsart@anses.fr , Christiane Mendy, Responsable d'équipe - Appui Technique et Maintenance (ATM)- christiane.mendy@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-046 à :** recrutement@anses.fr

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute un(e) :

Directeur adjoint (H/F)

Poste de catégorie A+ ouvert :

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans) ;- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement. |
|--|

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral, dont 90 000 ha en pleine propriété. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la mission de propriétaire sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Description du poste

Sous l'autorité de la directrice, le directeur-adjoint participe à la direction et au pilotage de l'établissement.

Description des missions

Le directeur adjoint est chargé :

- de suppléer la directrice et de représenter l'établissement ;
- de participer à la direction de l'établissement : pilotage et animation des services, arbitrages dans les domaines technique, financier et managérial, organisation et fonctionnement général de l'établissement, suivi de la performance, réflexions stratégiques, relations avec le ministère de tutelle et avec les autres ministères techniques, communication interne et externe, dialogue social, participation à certaines réunions des conseils de rivages... ;
- de piloter certains dossiers transversaux comme la préparation et le suivi des conseils d'administration, l'élaboration et le suivi du contrat d'objectifs et de performance, la mise en œuvre du projet d'établissement, le rapport annuel d'activité, certains partenariats nationaux (avec par exemple, l'AFB, le ministère des armées...), les CPER et les fonds européens ainsi que de tout dossier à la demande de la directrice selon les priorités d'action ;
- du suivi plus particulier de l'activité de certaines délégations ou services.

Il a autorité sur l'ensemble des agents mais ne constitue pas un échelon hiérarchique en soi.

Profil et compétences requises

Poste de catégorie A+, ouvert à un agent fonctionnaire dans le cadre d'un détachement sur contrat de 3 ans ou à un agent contractuel en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement. Ce poste requiert les compétences suivantes :

- Capacité d'engagement personnel dans l'encadrement d'une structure à taille humaine, chargée d'une mission à enjeux multiples et caractérisée par sa culture d'établissement
- Qualités d'organisation et de management
- Connaissances de l'administration et des procédures interministérielles, de l'organisation territoriale et des spécificités d'un établissement public
- Expérience des politiques publiques, des outils et des acteurs de la protection de l'environnement, au niveau local comme national
- Qualités relationnelles et expérience de négociation
- Qualité d'expressions écrite et orale
- Autonomie et sens des responsabilités
- Esprit de synthèse et qualités analytiques

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **à compter du 1^{er} aout 2019**. Il est localisé à Rochefort (17).

Le directeur adjoint est amené à se déplacer très fréquemment dans le cadre de sa mission, à Paris et dans les délégations de rivages.

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature : CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative (l'ensemble dans un même fichier PDF) sont à déposer au plus tard le lundi 27 mai 2019 sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr.

Renseignements sur le poste

Philippe DANTOING, secrétaire général : 05 46 84 72 93

Emmanuelle TERNY, responsable des ressources humaines : 05 46 84 72 67

Odile GAUTHIER, directrice : 01 44 63 56 62 (secrétariat)

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire, un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement ou un contractuel

Classification :	Catégorie A/B
Fonction :	Administrateur systèmes et réseaux (h/f)
Affectation :	Département systèmes d'information – Pôle Réseau
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de pôle
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Au sein du Département des systèmes d'information, le pôle réseau assure le maintien en conditions opérationnelles des applications, services et équipements collectifs (systèmes, réseaux, télécoms...) et la sécurité.

Description du poste :

Mission :

- Garantir le bon fonctionnement de l'infrastructure (serveurs, réseau, sécurité) et des services de l'environnement informatique de l'établissement ;
- Charger des études et des déploiements des architectures réseaux ;
- Veiller à la cohérence, à l'accessibilité et à la sécurité des informations ;
- Offrir un réseau informatique de qualité et maintenir en conditions opérationnelles l'ensemble des systèmes informatiques collectifs (réseaux, serveurs, téléphonie fixe, visioconférence).

Activités principales :

Gestion des services :

- Installation et paramétrage des infrastructures : serveurs physiques et virtuels, réseaux, téléphonie, visioconférence sous les environnements Windows et Linux ;
- Assurer l'adaptation et la maintenance des systèmes d'exploitation (Windows et Linux);
- Optimiser les paramétrages et analyser les performances des systèmes, serveurs ;
- Participer à l'élaboration de l'architecture réseaux ;
- Rédiger et mettre à jour des documents d'exploitation et d'administration ;
- Participer à l'étude, au choix et la mise en place de solutions liées à l'infrastructure informatique et de télécommunication de l'établissement (téléphonie IP, visioconférence...).

Gestion des réseaux et de la sécurité :

- Installation et paramétrage des éléments réseaux et sécurité (brassage équipements, routeurs, firewall, VPN...);
- Contrôler la sécurité et la confidentialité des données, des accès, et des systèmes ;
- Utiliser des outils de surveillance, de contrôle et d'analyse de performance des systèmes ;
- Définir et suivre les droits d'accès des utilisateurs ;
- Mettre en place et vérifier les procédures de sauvegarde et de restauration ;
- Rédiger et mettre à jour des documents d'exploitation et d'administration du réseau.

Gestion des demandes et incidents :

- Résoudre et suivre les incidents de niveau 2 via un outil de ticketing (GLPI) ;
- Participer à la résolution de problèmes transversaux.

Gestion des contrats de maintenance matériel et logiciel :

- Apprécier la conformité des prestations au regard du cahier des charges et des prescriptions techniques ;
- Suivre les prestations externes (suivi technique, transfert de compétences, rédaction de documentation) ;
- Négocier avec les entreprises et prestataires de services si nécessaire et établir les avenants de travaux ;
- Passer des commandes de matériel, de logiciels et de prestations de services ;
- Identifier et planifier les besoins ;
- Participer aux procédures des marchés publics ;
- Participer à la rédaction de cahiers des charges techniques.

Relations liées au poste**Relations internes :**

- Direction Métiers ;
- Tout agent AFB.

Relations externes :

- Opérateurs de l'AFB ;
- Prestataires.

Profil recherché

- Minimum Bac+5 ou, à défaut, minimum Bac+3 justifiant de 5 ans d'expérience dans l'administration de systèmes, réseaux et dans la gestion de la sécurité des accès et des données ;
- La connaissance des marchés publics et des appels d'offres est un plus.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Environnements Microsoft Windows server et Windows 7, 10 et Linux ;
- Systèmes de virtualisation (VMWARE, Hyper V) ;
- Des réseaux et interconnexion de sites ;
- Gestion de la sécurité des accès et des données (parefeu, proxy, AD) ;
- Outils d'administration et de supervision ;
- Systèmes de stockages centralisé (NAS /SAN) ;
- Téléphonie IP.

Savoir-faire opérationnel :

- Grande rigueur professionnelle et réactivité ;
- Savoir gérer des priorités et veiller au respect des délais ;
- Savoir travailler en équipe et/ou en réseau ;
- Avoir une capacité rédactionnelle et savoir rendre compte.

Savoir-être professionnel :

- Aptitude au travail en équipe ;
- Qualités relationnelles ;
- Sens du service et forte motivation pour la satisfaction des utilisateurs.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSI/VINCENNES/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 17 mai 2019



Appel à candidature Chargé(e) de mission INSTRUCTION TRAVAUX

Contexte

Le Parc national des Calanques est un établissement public récent, chargé de missions de protection des patrimoines naturels et culturels, d'accueil du public et d'appui au développement durable, sur un territoire comprenant un cœur terrestre de près de 9000 ha et un cœur marin de 45 000 ha.

Sa situation périurbaine, aux portes de la deuxième ville de France, dans la dynamique de construction d'une des grandes métropoles urbaines européennes, place le Parc national dans une situation inédite.

Espace naturel protégé au cœur de la Ville, le territoire du Parc comprend des espaces bâtis habités, en particulier sur la frange littorale, qui font l'identité et le caractère très particulier de ce Parc national. Le patrimoine historique est très présent, rappelant l'histoire agricole, maritime, militaire ou industrielle de ces espaces. La périphérie du Parc connaît encore une importante pression urbaine. Si le cœur du massif des Calanques ne requiert en général qu'une intervention humaine minimale, les franges du Parc peuvent en revanche nécessiter la réalisation d'aménagements de gestion de l'accueil du public.

Les projets d'aménagement ou de travaux, qu'ils soient portés par des privés, ou par des acteurs publics en charge de la gestion des espaces naturels, doivent être conduits avec une haute exigence environnementale et paysagère afin de protéger les patrimoines exceptionnels du Parc et ce qui fait l'identité et le caractère des lieux.

La mise en œuvre du régime d'autorisation des travaux instauré par le décret de création du Parc constitue un levier important, via l'accompagnement à l'amont des maîtres d'ouvrage publics ou privés et la définition de prescriptions réglementaires fines permettant d'encadrer les travaux.

Profil recherché

Poste de catégorie B+ ou A, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement.

Rattachement hiérarchique

La responsable du pôle « aménagement du territoire, gestion, paysage ».

Missions

Le/la chargé(e) de mission est principalement chargé(e) de :

- l'accompagnement des porteurs de projets (propriétaires/gestionnaires publics ou privés) dans la conception de leurs travaux et/ou projets d'aménagements en cœur de Parc et en aire d'adhésion afin de limiter leur impact sur les écosystèmes et assurer la meilleure qualité architecturale et intégration paysagère ;
- l'instruction réglementaire des dossiers de travaux soumis à autorisation du directeur du Parc national en cœur de Parc (environ 80 dossiers par an).

Pour mener à bien ses missions, il/elle travaille en lien étroit à l'interne avec :

- l'assistante assurant la gestion administrative des dossiers soumis à autorisation ;
- le chargé de mission « urbanisme/grands projets/paysage » chargé du suivi des dossiers d'urbanisme, des grands projets à l'interface ville-nature et de la politique de préservation du paysage à l'échelle du Parc ;
- la chargée de mission « aménagement », chargée du pilotage et suivi des travaux conduits en maîtrise d'ouvrage du Parc, sur les terrains et patrimoines confiés en gestion au Parc national des Calanques ;
- le pôle « connaissances » pour la mise à disposition de données ou expertises naturalistes ;
- les agents des secteurs territoriaux,
- le Conseil scientifique du Parc national...

A l'externe, le/la chargé(e) de mission collabore avec les services de l'Etat compétents sur les régimes réglementaires connexes (DREAL, DRAC/Architecte des bâtiments de France, DDTM,...), les services des collectivités territoriales chargés de l'instruction du droit des sols.

Il/elle développe enfin un large partenariat avec les propriétaires/gestionnaires publics des terrains en cœur de Parc national (conseil départemental, villes, ONF, conservatoire du littoral...), les grands porteurs de projet privés (SNCF, ENEDIS, SCI propriétaires...).

Poste avec de nombreux déplacements sur l'ensemble du territoire du Parc national.

Activités principales

Le (la) chargé(e) de mission sera chargé(e) de :

Instruire les demandes d'autorisation de travaux, constructions ou installations à terre et en mer

- Appui et accompagnement des porteurs de projets dans l'élaboration de leur dossier réglementaire ;
- Gestion des demandes de travaux soumises à autorisation ou avis conforme du Parc national : analyse de la demande, suivi des règles et procédures issues de l'application croisée du code de l'environnement, du code de l'urbanisme, du décret de création du Parc national et de sa charte, édicition de prescriptions techniques précises, suivi et contrôle du chantier et mise en œuvre d'éventuelles sanctions administratives ;
- Elaboration d'outils facilitant l'instruction des dossiers : doctrines, documents de communication facilitant l'élaboration des dossiers réglementaires, arrêtés de prescriptions générales...
- Instruire les demandes de déclaration d'intention d'aliéner (expression du droit de préemption par le Parc national) ;

Accompagner les porteurs de projets dans la conception des projets de travaux et aménagement

- Accompagnement et orientation des porteurs de projets à l'amont des dépôts de dossier réglementaires et en phase chantier : diagnostic de site, participation aux réunions préalables, établissement d'orientations, de propositions, de recommandations pour la bonne prise en compte de l'esprit du Parc national ;
- Accompagnement des propriétaires publics sur la définition des programmations annuelles de travaux ;

Produire des outils visant à faciliter la prise en compte du paysage et de l'environnement dans les projets

- Pilotage de la réalisation d'une charte architecturale et paysagère sur les hameaux cabanoniers, en partenariat avec le CAUE (budget alloué au projet 100 000€) ;
- Montage de formations à l'attention des acteurs (entreprises de travaux...) ;

Compétences, connaissances et expériences requises

- Forte sensibilité aux enjeux de développement durable
- Expertise sur le traitement du patrimoine bâti et la prise en compte du paysage dans les aménagements (du diagnostic au projet d'aménagement)
- Expérience de terrain impérative (suivi de chantiers)
- Connaissance des acteurs de la protection des patrimoines ; connaissance du droit de l'urbanisme et de l'environnement
- Rigueur rédactionnelle
- Conduite de projet
- Maîtrise des logiciels informatiques de bureautique, SIG et dessin

Savoir-être attendus

- Esprit d'initiative et d'innovation
- Aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires
- Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe
- Rigueur et autonomie de travail, sens de l'organisation
- Discrétion professionnelle

Profil souhaité

Expérience significative dans le conseil architectural et la conception d'aménagements paysagers en espace naturel protégé.

Pourront constituer un plus :

- une capacité à produire des illustrations et croquis permettant d'imager une proposition ou prescription
- des connaissances naturalistes.

Localisation

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

le 1^{er} juillet 2019

Modalités de dépôt des candidatures

Candidature pour le poste de CHARGE(E) DE MISSION INSTRUCTION TRAVAUX

Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :

Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques

141, avenue du Prado - Bâtiment A - 13008 Marseille

ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Marie BERMOND, responsable du Pôle « aménagement du territoire, gestion, paysage », au 04 20 10 50 00 ou par mail marie.bermond@calanques-parcnational.fr.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 20 mai 2019.

Les auditions des candidats sélectionnés auront lieu à Marseille le 24 mai 2019

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature. Tous les candidats qui auront postulé recevront une réponse à la fin de la procédure.

**Appel à candidature
Chargé(e) de mission SIG**

Contexte

Le Parc national des Calanques a pour missions la protection des patrimoines naturels et culturels, l'accueil du public et l'appui au développement durable, sur un territoire comprenant un cœur terrestre de près de 8 500 ha et un cœur marin de 43 500 ha.

Sa situation périurbaine, aux portes de la deuxième ville de France, dans la dynamique de mise en place d'une des grandes Métropoles urbaines européennes, place le Parc national des Calanques dans une situation inédite, un véritable défi pour la conciliation de la préservation de patrimoines naturel, paysager et culturel exceptionnels et le développement des activités.

Conditions d'accès au poste - profil recherché - durée

Poste de catégorie A, ouvert préférentiellement aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou territoriale, par voie de mutation ou de détachement, ou, à défaut, aux agents contractuels.

Niveau de formation : BAC +4/5.

Poste d'une durée de 3 ans.

Positionnement du poste

Le (la) titulaire du poste est hiérarchiquement rattaché(e) au Responsable du Système d'Information de l'établissement public. Il (elle) assure ses fonctions de façon transversale dans tous les services.

Missions

Le (la) Chargé(e) de mission SIG a pour mission première de produire et exploiter l'Information Géographique sous différents formats cartographiques. Il (elle) est responsable de la politique de restitution des données dans l'établissement (édition des documents cartographiques à vocation de publication officielle) et peut être amené(e) à piloter des projets demandant une bonne maîtrise de la chaîne de traitement de l'information depuis l'exploitation des données jusqu'à la mise en page graphique et l'impression.

Il (elle) a la responsabilité d'assurer les cartographies d'aide à la décision, de valorisation des patrimoines et d'évaluation des actions de la Charte. Il (elle) a également la responsabilité de l'élaboration de l'ensemble des cartes nécessaires aux agents territoriaux, notamment pour les portés à connaissance et la hiérarchisation des enjeux en présence.

Il (elle) anime le Système d'Information Géographique interservices et les bases de données associées. Dans le cadre des missions de l'établissement public, il (elle) participe à la conduite de projets géomatiques : choix, conception et mise en place de méthodes d'acquisition, de traitement et d'analyse de l'Information Géographique, rédaction de cahiers des charges et de conventions de partenariat, ...

Il (elle) accompagne, conseille et forme les utilisateurs au SIG.

Activités principales

Le (la) titulaire du poste est chargé(e) de la mise en place et du développement du Système d'Information Géographique en relation avec le Responsable du Système d'Information et les chargés de mission du Parc.

A ce titre, il (elle) assure :

- la conception, l'administration et le renseignement des bases de données spatiales (structuration et organisation du serveur PostgreSQL, gestion et alimentation des métadonnées INSPIRE, intégration et maintien à jour des référentiels cartographiques, ...),
- la mise à disposition de l'Information Géographique (services cartographiques WMS/WFS, couches PostGIS, format vectoriel SHAPEFILE, rasters géoréférencés GeoTIFF/ECW, cartotheque, webmapping, ...),
- la planification des besoins en données nécessaires à la mise en œuvre opérationnelle du SIG (élaboration du programme d'acquisition, prévisions de budget, ...).

Il (elle) assure et coordonne les travaux d'édition cartographique toutes thématiques confondues en lien avec les chargés de missions et les partenaires.

Il (elle) formalise et suit les échanges des couches géographiques en interne comme en externe et notamment dans le cadre du Système d'Information Nature et Paysage du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. Il est l'interlocuteur privilégié auprès des autres pourvoyeurs et gestionnaires de données.

Il (elle) participe aux groupes de travail et à la mutualisation interparcs pour la mise en commun d'outils partagés (plateformes web collaboratives, géo catalogage, ...).

Il (elle) recueille, analyse et modélise les besoins en SIG. Il (elle) conçoit les bases de données et développe les applicatifs métiers associés selon les priorités de l'établissement. Sur le plan technique, il (elle) participe à l'animation des projets, réalise la documentation et le support.

Il (elle) conçoit et met en œuvre des méthodologies de relevés terrains (techniques d'acquisition GPS). Il (elle) intègre des technologies innovantes (Lizmap, Open Data Kit, ...) et déploie les applications hybrides web et mobiles correspondantes.

Il (elle) appuie l'ensemble de l'établissement dans le domaine de la géomatique et favorise l'autonomisation des agents à l'utilisation du SIG. Il (elle) peut être amené(e) à réaliser des formations sur le logiciel de cartographie Quantum GIS.

Compétences techniques

- Expérience professionnelle souhaitée sur un poste similaire ou dans le domaine des SIG (fournisseurs de données, sémiologie, représentation graphique, ...),
- Bonne maîtrise des outils de retouche d'images et de PAO (Suite Adobe, MapPublisher pour Illustrator, ...),
- Connaissance de la réglementation liée à l'IG (droits d'utilisation, diffusion et réemploi des données),
- Connaissance souhaitée des politiques d'aménagement du territoire,
- Connaissance des méthodes d'analyse conceptuelle (UML, Merise, MCD, MPD, ...),
- Maîtrise du langage de requêtes (SQL avancé, PL/SQL, ...),
- Maîtrise du SGBD relationnel PostgreSQL et de sa cartouche spatiale PostGIS,
- Maîtrise avancée des logiciels SIG bureautiques (ArcGIS, Quantum GIS, ...),
- Maîtrise souhaitée des outils experts d'ArcGIS (Spatial Analyst, 3D Analyst),
- Bonne connaissance de l'ETL Talend Open Studio et de son extension Spatial Data Integrator,
- Maîtrise des formats de données et des procédures d'échanges,
- Connaissance des suites bureautiques (Microsoft Office, LibreOffice),
- Connaissance des systèmes d'exploitation Windows et Linux et de leur langage de scripts (.bat et .sh),
- Connaissance de l'univers Android (versions pour smartphones et tablettes),
- Bonne connaissance des matériels GPS terrestres et marins (Garmin®),
- Connaissance avancée des serveurs cartographiques (MapServer, QGIS Server, TileCache, MapCache, ...),
- Connaissance des serveurs web (Apache, Nginx, ...),
- Aptitude souhaitée à la programmation web-SIG (la connaissance de l'environnement suivant constituerait un plus : frameworks Symfony, Bootstrap, librairies AngularJS, Leaflet, OpenLayers, langages PHP orienté objet, Javascript, Python, XML, HTML, CSS, ...).

Compétences relationnelles

- Bonnes aptitudes au travail en équipe et en réseau,
- Sens de la rigueur et de l'organisation,
- Qualités d'écoute, disponibilité, réactivité,
- Pédagogie, capacités d'animation,
- Autonomie, autoformation.

Localisation du poste

Siège du Parc national des Calanques, à **Marseille** (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

1^{er} septembre 2019.

Modalités de dépôt des candidatures

Candidature pour le poste de **CHARGE(E) DE MISSION SIG**

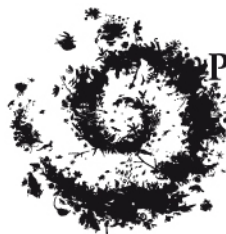
Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :

Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
141, avenue du Prado - Bâtiment A - 13008 Marseille

ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Damien FRAZZONI, Responsable des Systèmes d'information », au 04 20 10 50 00 ou par mail damien.frazzoni@calanques-parcnational.fr.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 15 mai 2019.



FICHE DE POSTE

INTITULE du POSTE
CHARGE(E) DE MISSION- ÉCOSYSTÈMES FORESTIERS

THEMATIQUE Biodiversité	SUPÉRIEUR HIÉRARCHIQUE DIRECT Chef du service Patrimoines	SERVICE Patrimoines
CATÉGORIE B	REFÉRENTIEL DE MÉTIER Chargé(e) de mission milieux naturels paysages	STATUT Contractuel

LOCALISATION
Saint-Claude

RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE
Saint-Claude

DÉFINITION SYNTHÉTIQUE

Chargé(e) de la mise en place et du suivi des études, inventaires, avis et mesures de gestion en milieu forestier.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

Élaborer et mettre en œuvre en liaison avec le Chef du service Patrimoines et les chefs de pôles, des « protocoles d'étude et de suivi de la biodiversité en milieux forestiers tropicaux » dans le Parc national. Participer à l'actualisation de la stratégie scientifique pour ces écosystèmes et leur biodiversité associée et aux suivis des projets associés, accompagner les projets de restauration. Coordonner et valider les études et suivis avec les correspondants thématiques du conseil scientifique et experts concernés.

Participer au recueil de données sur le terrain. Analyser/synthétiser/valoriser les résultats.
Assurer le suivi des travaux de restauration et de gestion des milieux forestiers.

Formaliser et planifier les dispositifs de suivis avec les équipes de terrain.

Préparer les supports utiles à ces travaux, organiser la formation des personnels, veiller à la construction des bases de données avec le SSI, rédiger les synthèses, valoriser les données au travers de supports de vulgarisation et de communication.

Alimenter les bases de données, travaux cartographiques simples en relation avec le SIG .

Préparer les avis et autorisations sur les travaux et prélèvements à vocation scientifique.
Apporter son expertise sur les avis et autorisations en fonction des besoins rapportés par les services et pôles chargés de l'instruction.

Valoriser les productions, les connaissances et résultats acquis sur les milieux forestiers et travailler avec le service communication et les pôles sur les besoins de vulgarisation scientifique.

Pédagogie de l'environnement : participer à l'animation sur le thème des écosystèmes forestiers avec les différents publics dans le cadre des manifestations organisées par le Parc (visites, salons, stands ...)

ELEMENTS DE CONTEXTE

Créé en 1989, le Parc national de la Guadeloupe a pour mission de préserver et de valoriser les patrimoines naturels et culturels et de contribuer, avec ses partenaires, au développement durable de l'archipel suivant les enjeux identifiés dans la charte de territoire.

Le patrimoine naturel guadeloupéen se caractérise par un volcanisme actif, un endémisme important et une grande diversité des habitats et des paysages. L'archipel est ainsi classé Réserve de Biosphère. Le parc national contribue activement à l'amélioration des connaissances, la diffusion et la vulgarisation des données scientifiques.

Le service patrimoine met en œuvre la politique scientifique du parc et accompagne les pôles territoriaux dans leurs actions de préservation et de gestion des patrimoines naturels, paysagers et culturels. Il est l'animateur du Conseil scientifique et émet les avis et autorisations qui le concernent.

La loi promulguée le 9 août 2016 pour la reconquête de la Biodiversité, de la nature et des paysages¹ inscrit dans le droit une vision dynamique et renouvelée de la biodiversité, à laquelle le Parc national de la Guadeloupe et le service Patrimoines participent activement.

DESCRIPTIF SYNTHÉTIQUE DU POSTE

Placé(e) sous l'autorité du Chef de service Patrimoines, le (la) chargé de mission « Ecosystèmes forestiers » participera pour les milieux concernés et espèces associées, au suivi de la politique de connaissance et préservation des patrimoines naturels, paysagers et culturels, conformément aux objectifs et actions de la charte de territoire pilotée par le Parc, ainsi que sa stratégie scientifique, et à la valorisation des résultats en lien avec les services communication et systèmes d'information.

COMPÉTENCES SAVOIR-FAIRE

Bonnes connaissances en écologie, de la faune et de la flore des Antilles.

Expérience des milieux forestiers tropicaux souhaitée.

Aisance rédactionnelle.

Capacité et méthode de conduite des projets, à appliquer et réviser des protocoles.

Expérience de relations avec le monde de la recherche souhaitée.

Notions de biostatistiques souhaitée.

Maîtrise des outils informatiques (Open Office, bases de données et notions de SIG et GPS...)

Anglais lu et écrit

Permis B

COMPÉTENCES SAVOIR ÊTRE

Fort intérêt naturaliste et goût pour la Science.

Autonomie et sens de l'initiative.

Esprit d'équipe.

Polyvalence et souplesse.

Sens de l'analyse et de la synthèse.

Aisance relationnelle (contacts réguliers avec les associations naturalistes et les partenaires scientifiques).

Bonne condition physique qu'implique l'évolution en forêt tropicale humide.

Facultés d'adaptation.



Parc national de la Guadeloupe

Montéran • 97120 Saint-Claude

Tél. +590 590 41 55 55 • Fax +590 590 41 55 56

www.guadeloupe-parcnational.fr • contact@guadeloupe-parcnational.fr

CONTACTS

Mme Sophie BEDEL, Chef du service Patrimoines

Tél. 0590 41 55 70

Pour les questions d'ordre administratif :

Mme Bernadine JEAN-DE-DIEU, Responsable des Ressources Humaines

bernadine.jean-de-dieu@guadeloupe-parcnational.fr

Tél : 0590 41 55 35

Information sur le Parc national de la Guadeloupe

Tél. 0590 41 55 55

<http://www.guadeloupe-parcnational.fr>

<http://www.parcsnationaux.org>

MODALITÉS DE CANDIDATURE

Lettre de motivation et curriculum vitae à envoyer à **Monsieur le Directeur**
au plus tard le 8 mai 2019 (délai de rigueur) :

✉ soit par voie postale à l'adresse ci-dessous :

Parc national de la Guadeloupe

Montéran

97120 SAINT-CLAUDE

✉ soit par courriel à :

- Monsieur Maurice ANSELME, Directeur

maurice.anselme@guadeloupe-parcnational.fr

- Mme Sophie BEDEL, Chef du Service Patrimoines

sophie.bedel@guadeloupe-parcnational.fr

avec copie à : agents.rh@guadeloupe-parcnational.fr

Mode de sélection : pré-sélection suivie d'un entretien en direct ou par visio ou téléconférence

Durée de la mission : 8 mois – possibilité de renouvellement dans la limite de 24 mois

Date de prise de fonction souhaitée : **1er juin 2019**



Parc national de la Guadeloupe

Montéran • 97120 Saint-Claude

Tél. +590 590 41 55 55 • Fax +590 590 41 55 56

www.guadeloupe-parcnational.fr • contact@guadeloupe-parcnational.fr

Appel à candidatures
Chargé(e) de mission *Valorisation des patrimoines*
au sein du service *Accueil et Sensibilisation*

Statut

Poste de catégorie A, strictement réservé aux fonctionnaires (Etat ou territoriale) et aux CDI de la fonction publique d'Etat, par voie de détachement ou de mutation.

Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 3 000 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 118 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 109 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, ont valu successivement à ce territoire un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère associant conservation et développement, en Bien inscrit au Patrimoine mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants, et tout récemment en Réserve internationale de ciel étoilé, devenant ainsi la plus grande d'Europe.

L'établissement public du Parc national des Cévennes (EP PNC) a élaboré avec ses partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui définit un projet de territoire à 15 ans pour faire vivre ce quadruple classement.

L'EP PNC compte 75,5 postes (en équivalent temps plein) au 31 décembre 2018. Il est dirigé par un conseil d'administration, auquel sont rattachés un conseil scientifique, un conseil économique social et environnemental et 8 commissions thématiques.

Le Parc national abrite une population de plus de 67 000 habitants. Il accueille également de nombreux visiteurs, le tourisme étant la principale activité économique dans les Cévennes. Pour l'ensemble de ces publics, l'EP PNC offre des clés de lecture des patrimoine naturel, culturel et paysager du Parc national, de leurs valeurs et de leurs enjeux de préservation, à travers un réseau d'interprétation composé d'une cinquantaine de sentiers et sites dont les Maisons du Parc.

Positionnement du poste au sein de l'établissement public

Outre la direction et le secrétariat général, l'EP PNC est organisé autour de trois services techniques : Connaissance et Veille du territoire / Développement durable / Accueil et Sensibilisation.

Il est présent à Florac-Trois-Rivières avec son siège et sur 5 massifs : Aigoual / Causses-Gorges / Mont-Lozère / Vallées cévenoles / Piémont cévenol.

Le poste de chargé(e) de mission *Valorisation des patrimoines* est, au sein du service *Accueil et Sensibilisation*, placé sous l'autorité hiérarchique de la chef de service. Il est basé à Florac-Trois-Rivières (48).

Le service *Accueil et Sensibilisation* rassemble 16 personnes dont 4 affectées à des massifs. Il est composé, outre la chef de service, de 4 agents de catégorie A, 8 agents de catégorie B, 3 agents de catégorie C et bénéficie également de la mise à disposition par l'Education nationale d'un service éducatif composé de 3 enseignants : 1 du 1^{er} degré à temps plein, 2 du 2nd degré pour un total de 8 heures hebdomadaires.

Il est chargé notamment de :

- la valorisation des patrimoines naturel et culturel à travers le système de découverte du Parc national,
- la politique touristique du Parc,
- l'accueil et la première information des visiteurs,
- les programmes d'animation et d'éducation,
- la communication du Parc national et de l'établissement public,
- l'instruction et le suivi complet des demandes d'autorisation dans son domaine,

Missions

Le(la) chargé(e) de mission Valorisation des patrimoines est chargé(e) de :

- **la définition et la mise en œuvre du système d'interprétation :**
 - organisation générale du système d'interprétation du Parc national des Cévennes,
 - élaboration du schéma d'interprétation,
 - proposition des priorités d'intervention de l'EP PNC pour l'entretien, la rénovation et la création de dispositifs d'interprétation (ces interventions pouvant relever d'une maîtrise d'ouvrage ou d'un appui à des maîtres d'ouvrage partenaires),
 - coordination de la gestion des musées, sites et sentiers gérés directement par l'EP PNC :
 - ✓ pour les nouveaux dispositifs et les rénovations : mise en place et animation des comités de pilotage, pilotage de la conception et de la réalisation de chacun de ces dispositifs (possible recours à des prestataires ou à des stagiaires),
 - ✓ pour les dispositifs existants : suivi de l'entretien des dispositifs en s'appuyant sur les techniciens *Accueil et Sensibilisation* de chaque massif,
 - coordination et suivi des actions avec les sites partenaires du Parc :
 - ✓ conseil aux opérateurs partenaires pour la conception de dispositifs d'interprétation,
 - ✓ appui à la conception de dispositifs d'interprétation.
- **la définition et la mise en œuvre de programmes d'acquisition et de mise à disposition de connaissances du patrimoine culturel sous le pilotage fonctionnel du service *Connaissance et Veille du territoire* :**
 - mise en œuvre de la stratégie scientifique de l'EP PNC relative aux sciences humaines et aux patrimoines,
 - élaboration et mise en œuvre du programme scientifique et culturel lié à la collection *Musée de France* du musée du Mont-Lozère,
 - aide à l'émergence, à l'accompagnement et à la valorisation de projets de recherche sur le patrimoine culturel du Parc national,
 - suivi du partenariat entre l'établissement et la DRAC Occitanie.
- **l'animation des commissions *Patrimoine culturel et EEDD et Sensibilisation* de l'EP PNC, et instruction des demandes de subventions relevant de ces commissions,**
- **la gestion budgétaire dans son champ d'intervention :**
 - programmation et suivi du budget dédié,
 - recherche et sollicitation des financements extérieurs associés aux projets.

Pour mener à bien ses missions :

- il participe aux réunions du service *Accueil et Sensibilisation*,
- il veille à assurer un contact régulier avec les représentants des instances de l'établissement public sur les sujets qui le concernent,
- il assure la coordination des techniciens *Accueil et Sensibilisation* sur la mission dont il a la charge.

Pour toutes ces activités, il peut être amené à encadrer des stagiaires ou des contractuels à durée déterminée.

Des déplacements sont à prévoir tant sur les massifs mais aussi ponctuellement à l'échelle régionale ou nationale.

Compétences recherchées

- Très bonnes compétences en matière d'animation, médiation et valorisation de patrimoine intégrant des enjeux touristiques et de développement du territoire,
- Bonnes connaissances du monde rural et du patrimoine lié à l'agropastoralisme,
- Connaissance de la législation en matière de gestion et de conservation du patrimoine,
- Connaissance du droit de l'environnement, des politiques de la nature et des parcs nationaux,
- Connaissances dans le domaine du patrimoine scientifique et technique,
- Connaissance de la culture cévenole,
- Compétence et expérience dans les approches pluridisciplinaires, le montage et la conduite de projets complexes,
- Bonnes capacités de communication, de négociation et d'animation de réseaux,
- Goût du contact et aisance relationnelle,
- Aptitude au travail en équipe,
- Esprit d'initiative, sens des responsabilités et de l'intérêt général,
- Sens de la rigueur, de l'organisation, esprit de synthèse,

Diplômes, expérience et niveau de formation souhaité

- formation niveau master
- expérience confirmée dans le domaine de la valorisation/médiation des patrimoines
- permis de conduire B

Disponibilité

Poste vacant au 1^{er} octobre 2019.

Modalités de dépôt des candidatures

Les candidats adresseront une lettre de motivation, un curriculum vitae ainsi qu'un arrêté de situation administrative, **avant le vendredi 10 mai 2019.**

- **par courriel avec accusé de réception à :** carine.thomas@cevennes-parcnational.fr
- ou, le cas échéant, par courrier à l'attention de Mme la Directrice,
Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais 48400 FLORAC-TROIS-RIVIERES

Une première sélection des candidats se fera sur dossier.

La direction convoquera les candidats sélectionnés pour les auditionner **le mercredi 22 mai 2019.**

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données à cet appel à candidature.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à :

Mme Edwige de FERAUDY, chef du service *Accueil et Sensibilisation*
04 66 49 53 04 – edwige.de.feraudy@cevennes-parcnational.fr

ou

Mme Céline BILLAULT, secrétaire générale
04 66 49 53 28 – celine.billault@cevennes-parcnational.fr